

ACTION URGENTE

DES PRISONNIERS D'OPINION ATTENDENT LEUR CONDAMNATION

Trois frères se trouvant en détention provisoire à Cuba depuis la fin 2012 ont été jugés et sont en attente de condamnation. Ils risquent d'être condamnés à des peines allant de trois à cinq ans d'emprisonnement. Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion, incarcérés seulement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression.

Alexeis Vargas Martín, 22 ans, et ses frères, Vianco Vargas Martín et Django Vargas Martín, des jumeaux de 18 ans, arrêtés en novembre et décembre 2012 respectivement, ont été jugés le 13 juin par le tribunal provincial de Santiago de Cuba, dans le sud-est du pays. Ils sont désormais en attente de leur condamnation pour troubles de l'ordre persistants, qui doit être prononcée mardi 1^{er} juillet. Selon des informations reçues par Amnesty International, le ministère public a requis une peine de cinq ans d'emprisonnement contre Alexeis Vargas Martín et de trois ans contre Vianco et Django Vargas Martín, qui avaient 16 ans lors de leur arrestation. Ils auraient fait l'objet d'un procès sommaire pendant lequel aucun des témoins de la défense n'a été autorisé à faire de déposition. Dans les procès politiques tels que ceux-ci, le juge prononce généralement les sanctions requises par le ministère public.

Ces trois frères, originaires de la ville de Santiago de Cuba, sont membres de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU), une organisation de la société civile qui milite pour que les libertés civiles soient mieux respectées sur l'île. Depuis leur arrestation, Alexeis Vargas Martín est détenu à la prison d'Aguadores, dans la province de Santiago de Cuba, tandis que Vianco et Django Vargas Martín sont incarcérés à la prison de Mar Verde, dans la même province.

Amnesty International pense que leur arrestation et leur placement en détention sont liés à l'exercice pacifique de leur droit à la liberté d'expression et qu'il s'agit d'une manœuvre d'intimidation visant les autres opposants au gouvernement, notamment les autres membres de l'UNPACU. Les trois frères sont des prisonniers d'opinion, qui doivent être libérés immédiatement et sans condition.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer Alexeis, Vianco et Django Vargas Martín immédiatement et sans condition, car ils sont des prisonniers d'opinion détenus uniquement pour avoir exercé de manière pacifique leur droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de veiller à ce que tout individu puisse exercer sans restriction son droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion sans crainte de représailles.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 8 AOÛT 2014 À :

Chef de l'État et du gouvernement

Raúl Castro Ruz
 Presidente de la República de Cuba
 La Habana, Cuba
Fax : Fax : +41 22 758 9431 (bureau de Cuba à Genève) ; +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)
 Courriers électroniques : (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)
Formule d'appel : *Estimado Sr Presidente*, / Monsieur le Président,

Procureur général

Dr. Darío Delgado Cura
 Fiscal General de la República,
 Fiscalía General de la República,
 Amistad 552, e/Monte y Estrella,
 Centro Habana,
 La Habana, Cuba
Formule d'appel : *Estimado Sr Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

Copies à :

UNPACU

Calle 9 no. 10, entre E y G
 Altamira, Santiago de Cuba
 Cuba C.P. 90200

Courriel :

leonardoramirez1973@gmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 201/13. Pour plus d'informations : amnesty.org/fr/library/info/AMR25/005/2013/fr

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES PRISONNIERS D'OPINION ATTENDENT LEUR CONDAMNATION

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Dans l'après-midi du 27 novembre 2012, Alexeis Vargas Martín est rentré chez lui alors qu'une manifestation approuvée par le gouvernement s'y déroulait. Des partisans du gouvernement encerclaient la maison, où s'étaient réunies sa mère Miraida Martín Calderín et d'autres membres du groupe de protestation Les Dames en blanc. Alexeis Vargas Martín s'est vu empêcher d'entrer et a été appréhendé par des policiers et des agents du département de la sûreté de l'État. Le 2 décembre dernier, Vianco et Django Vargas Martín, alors âgés de seulement 16 ans, ont été arrêtés lorsqu'ils sont allés manifester avec des amis devant le poste de police Micro 9, à Santiago de Cuba, pour protester contre la détention de leur frère.

Début juillet 2013, des agents du département de la sûreté de l'État ont informé la famille des trois frères que ceux-ci pouvaient être libérés sous caution. Ceux-ci ont néanmoins refusé car ils nient les charges qui pèsent sur eux et proclament leur innocence.

Miraida Martín Calderín a également été appréhendée le 2 décembre 2012, alors qu'elle manifestait devant le poste de police de Tercera Unidad, à Santiago de Cuba, et inculpée de trouble à l'ordre public par la police. Elle a été placée en détention à la prison pour femmes de Mar Verde avant d'être relâchée le 20 février 2013 dans l'attente de son procès. Accusée de trouble à l'ordre public et de diffamation à l'égard des institutions, des héros et des martyrs, Miraida Martín Calderín a comparu aux côtés de ses fils le 13 juin. Elle encourt une peine de plus de deux ans d'assignation à domicile.

Le droit à un procès équitable est battu en brèche à Cuba, en particulier dans les procès à caractère politique, car les tribunaux et le ministère public sont sous le contrôle du gouvernement. Le président, le vice-président et les autres juges de la Cour suprême populaire, ainsi que le procureur général et son adjoint sont élus par l'Assemblée nationale de Cuba. En outre, tous les tribunaux sont subordonnés à l'Assemblée nationale et au Conseil d'État, ce qui est préoccupant au regard des normes internationales relatives à l'équité des procès et au droit d'être jugé par un tribunal indépendant et impartial.

Les « actes de répudiation » sont des manifestations orchestrées par les pouvoirs publics qui ont généralement lieu devant le domicile d'opposants du régime, et auxquelles participent des partisans du gouvernement, des représentants de l'État et des membres des forces de l'ordre. Ces rassemblements ont pour but de harceler et d'intimider les opposants, et les autorités y ont souvent recours pour empêcher ces derniers de se déplacer afin de participer à certaines actions. Lors de telles opérations, les opposants politiques et les défenseurs des droits humains sont insultés et agressés par des personnes scandant des slogans favorables au régime. La police est généralement présente mais reste passive devant ces agressions.

Les Brigades de réaction rapides, créées en 1991 et composées de bénévoles du Parti communiste, participent souvent à ce type de manifestations.

Les défenseurs locaux des droits humains, entre autres, pensent que ces actions sont orchestrées par les services de sécurité cubains dans le but d'intimider les opposants. Miraida Martín Calderín a confié à Amnesty International que des membres des Brigades de réaction rapides avaient jeté des pierres sur sa maison durant l'« acte de répudiation » du 27 novembre 2012.

Noms : Alexeis Vargas Martín, Vianco Vargas Martín et Django Vargas Martín
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 201/13, AMR 25/002/2014, 27 juin 2014